

<b>DEPARTEMENT DE SAONE-&amp;-LOIRE</b> <b>COMMUNAUTE URBAINE</b> <b>CREUSOT MONTCEAU</b>	<b>EXTRAIT DU REGISTRE</b> <b>DES DELIBERATIONS</b>
	<b>RAPPORT N° IV-1</b>  <b>25SGADL0200</b>

**SEANCE DU**  
**20 NOVEMBRE 2025**

**Nombre de conseillers en exercice :**  
**70**

**Nombre de conseillers présents :**  
**52**

**Date de convocation :**  
**14 novembre 2025**

**Date d'affichage :**  
**21 novembre 2025**

**OBJET :**  
**Aide à l'immobilier d'entreprise - Signature**  
**d'une convention d'intervention avec la**  
**région Bourgogne Franche-Comté**

**Nombre de Conseillers ayant pris**  
**part au vote :** 64

**Nombre de Conseillers ayant voté**  
**pour :** 64

**Nombre de Conseillers ayant voté contre :** 0

**Nombre de Conseillers s'étant**  
**abstenus :** 0

**Nombre de Conseillers :**

- **ayant donné pouvoir : 12**
- **n'ayant pas donné pouvoir : 6**

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 20 novembre à dix-huit heures trente** le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance, Salle Raymond Devos - 17, Rue Camille Desmoulins - 71230 SAINT-VALLIER, sous la présidence de **M. David MARTI, président**

**ETAIENT PRESENTS :**

M. Yohann CASSIER - Mme Evelyne COUILLEROT - M. Jean-Marc FRIZOT - M. Cyril GOMET - M. Jean-François JAUNET - M. Georges LACOUR - Mme Frédérique LEMOINE - Mme Monique LODDO - Mme Isabelle LOUIS - M. Jérémy PINTO - M. Philippe PIGEAU - Mme Montserrat REYES - M. Guy SOUVIGNY

**VICE-PRESIDENTS**

M. Jean-Paul BAUDIN - M. Denis BEAUDOT - Mme Jocelyne BLONDEAU - M. Thierry BUISSON - M. Roger BURTIN - M. Michel CHARDEAU - M. Michel CHAVOT - M. Denis CHRISTOPHE - M. Gilbert COULON - M. Daniel DAUMAS - M. Armando DE ABREU - M. Christophe DUMONT - M. Bernard DURAND - M. Lionel DUPARAY - M. Gérard DURAND - Mme Pascale FALLOURD - M. Bernard FREDON - Mme Séverine GIRARD-LELEU - M. Christian GRAND - M. Gérard GRONFIER - M. Charles LANDRE - M. Marc MAILLIOT - Mme Christiane MATHOS - Mme Alexandra MEUNIER - M. Guy MIKOLAJSKI - M. Felix MORENO - Mme Viviane PERRIN - Mme Jeanne-Danièle PICARD - M. Philippe PRIET - M. Marc REPY - Mme Christelle ROUX-AMRANE - M. Enio SALCE - Mme Aurélie SIVIGNON - M. Laurent SELVEZ - M. Noël VALETTE - Mme Fabrice VESVRES - Mme Céline JACQUET - Mme Jocelyne BUCHALIK

**CONSEILLERS**

**ETAIENT ABSENTS & EXCUSES :**

M. Abdoukader ATTEYE  
Mme Salima BELHADJ-TAHAR  
M. Jean-Claude LAGRANGE  
M. Frédéric MARASCIA  
Mme Laëtitia MARTINEZ  
M. Jean PISSELOUP  
M. COMMEAU (pouvoir à Mme Isabelle LOUIS)  
M. GANE (pouvoir à Mme Montserrat REYES)  
Mme GHULAM NABI (pouvoir à Mme Christelle ROUX-AMRANE)  
M. GIRARDON (pouvoir à M. Michel CHAVOT)  
Mme JARROT (pouvoir à Mme Christiane MATHOS)  
M. LAUBERAT (pouvoir à M. Georges LACOUR)  
Mme LEBEAU (pouvoir à M. Bernard DURAND)  
M. LUARD (pouvoir à Mme Monique LODDO)  
M. MEUNIER (pouvoir à M. David MARTI)  
Mme MICHELOT-LUQUET (pouvoir à Mme Alexandra MEUNIER)  
Mme SARANDAO (pouvoir à Mme Jocelyne BLONDEAU)  
M. TRAMOY (pouvoir à M. Gérard GRONFIER)

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

M. Michel CHARDEAU



Vu l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales relatif à la compétence de principe des EPCI en matière d'investissement immobilier des entreprises et permettant à la Région d'intervenir en complément des EPCI dans ce domaine sous réserve de la passation d'une convention avec ledit EPCI,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°21SGADL0249 en date du 15 décembre 2021 portant sur la signature de la convention d'autorisation en matière d'immobilier d'entreprise entre la région de Bourgogne Franche-Comté et la Communauté Urbaine Creusot-Montceau

Le rapporteur expose :

« En conséquence de la loi NOTRe du 7 août 2015, l'attribution de l'aide à l'immobilier d'entreprise relève désormais de la compétence exclusive des communes et EPCI à fiscalité propre.

La Communauté Urbaine a souhaité mettre en œuvre cette compétence et se saisir de cette faculté qui lui est accordée de soutenir les entreprises dans leurs projets immobiliers. Elle a souhaité le faire en toute transparence, et selon certains critères et conditions, définis au sein d'un règlement d'intervention en matière d'immobilier d'entreprises, toujours en vigueur à ce jour.

De son côté, la Région Bourgogne-Franche-Comté, en tant que chef de file de la stratégie de développement économique sur le territoire régional, a adopté le 24 juin 2022 son schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), pour la période 2022-2028.

Le SRDEII de la Région BFC comporte plusieurs axes de travail qui sont les suivants :

- Relever les défis de l'industrie, de l'innovation et de l'export dans une nouvelle phase de la mondialisation ;
- Accompagner l'agriculture vers des modèles plus durables et plus équitables ;
- Soutenir avec les territoires l'économie de proximité et ses emplois, gage d'une meilleure attractivité résidentielle et de qualité de vie pour tous.

Dans le cadre de son plan d'action, la Région BFC souhaite intervenir pour accompagner les projets immobiliers portés par des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire qui s'inscrivent dans un objectif de transition écologique et énergétique.

Afin de pouvoir mettre en œuvre son dispositif d'aide à l'immobilier sur le territoire de la CUCM, et conformément au troisième alinéa de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, la Région doit passer avec la CUCM une convention qui l'autorise à intervenir sur des opérations d'immobilier d'entreprise. Cette convention doit définir les conditions dans lesquelles a lieu cette intervention.

Elle permettra également à la Région BFC de mettre en œuvre d'autres dispositifs, le cas échéant, dans le cadre de l'immobilier d'entreprise.

Il est donc proposé d'approuver cette convention, jointe en annexe, qui permettra à la Région d'intervenir en complément et en abondement des aides allouées par la CUCM en matière d'investissement immobilier des entreprises.

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer. »

LE CONSEIL,  
Après en avoir débattu,

Après en avoir délibéré,  
Etant précisé que Monsieur Jean-Claude LAGRANGE et Madame Laetitia MARTINEZ  
intéressés à l'affaire n'ont pas pris part au vote  
DECIDE

- D'approuver la convention à intervenir avec la Région Bourgogne-Franche-Comté en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises permettant à cette dernière d'intervenir en complément des aides de la CUCM,
- D'autoriser Monsieur le Président de la Communauté Urbaine à signer ladite convention.

Certifié pour avoir été reçu  
à la sous-préfecture le 21 novembre 2025  
et publié, affiché ou notifié le 21 novembre 2025

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT,

David MARTI



LE PRESIDENT,

David MARTI



Le secrétaire de séance,  
Michel CHARDEAU



<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION D'AUTORISATION EN MATIERE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISE ENTRE LE CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE ET LA COMMUNAUTE URBAINE CREUSOT MONTCEAU</b></p>
---

**Entre d'une part :**

La Région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANCON CEDEX, représentée par Monsieur Jérôme DERAÏN, Président du Conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n°22AP.111 en date du 15 décembre 2022, ci-après désignée par le terme « la Région ».

**Et d'autre part :**

La Communauté Urbaine Creusot Montceau, créée par décret n° 70-37 du 13 janvier 1970 et domiciliée au Château de La Verrerie au CREUSOT et représentée par son Président David MARTI.

- VU le Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement (UE) n° 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017, publié au JOUE du 20 juin 2017, et par le règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission européenne du 23 juillet 2021, publié au JOUE du 29 juillet 2021,
- VU Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-3 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
- VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,
- VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de l'application de la loi NOTRe,
- VU le règlement budgétaire et financier adopté lors de l'assemblée plénière du 21 octobre 2022,

- VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2021 portant sur la Convention d'autorisation en matière d'immobilier d'entreprise entre le conseil régional de Bourgogne Franche-Comté et la Communauté Urbaine Creusot-Montceau
- VU la délibération du Conseil régional en date du 2 décembre 2022.

## **Préambule :**

Aux termes de l'article L.1511-3 du CGCT, modifié par l'article 3 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) : *« les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles »*.

Ainsi les aides à l'immobilier d'entreprises, la location ou la vente de terrains relève désormais exclusivement du ressort des communes et EPCI. Il s'agit d'aides spécifiques pour lesquels le bloc communal est désormais seul à détenir une compétence de plein droit. Toutefois, conformément au troisième alinéa de l'article L.1511-3 CGCT, *« La région peut participer au financement des aides et des régimes d'aides mentionnés au premier alinéa du présent article dans des conditions précisées par une convention passée avec la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre »*.

Il y a donc nécessité d'une convention préalable entre l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et la Région qui autorise cette dernière à intervenir sur des opérations d'immobilier d'entreprise et qui définit les conditions dans lesquelles a lieu cette intervention.

Une première convention d'autorisation couvrant la période 2017/2021 avait été proposée en déclinaison du Schéma Régional de développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) de la même période, par la Région Bourgogne-Franche-Comté aux Intercommunalités. Le nouveau SRDEII 2022-2028, adopté lors de l'assemblée plénière du 23 juin 2022, détermine les modalités de notre partenariat et les contractualisations à venir entre la Région et les EPCI. C'est l'objet de cette nouvelle convention d'autorisation pour la période 2023/2028, autorisant la région à participer, dans le cadre de ses dispositifs, au financement des aides à l'immobilier d'entreprises, en complément des EPCI.

## **Article 1 : Objet**

Conformément à l'article L.1511-3 alinéa 3 du CGCT, la Communauté Urbaine Creusot-Montceau autorise le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté à octroyer des aides financières complémentaires aux aides et régimes d'aides mis en place par la Communauté Urbaine Creusot-Montceau en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles. Les modalités d'intervention de la Région sont précisées aux articles 3 et 4.

## **Article 2 : Périmètre**

Cette autorisation n'est valable que pour le périmètre de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau pendant la durée de la convention mentionnée à l'article 8.

## **Article 3 : Engagement de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau**

La Communauté Urbaine Creusot-Montceau s'engage à laisser la Région intervenir en complément de ses propres interventions sur les aides et les régimes d'aides mis en place sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de locations de terrains ou d'immeubles. Il effectuera un contrôle sur ces interventions conformément aux modalités décrites à l'article 6.

Il s'engage à informer la Région de tout changement relatif aux modalités des aides et régimes d'aide mis en place.

## **Article 4 : Engagements de la Région**

La Région s'engage à octroyer des aides en conformité avec les aides ou régimes d'aides mis en place par la Communauté Urbaine Creusot-Montceau et dans le respect de la réglementation relative aux aides d'Etat. L'aide attribuée par la Région intervient en complément de l'aide accordée préalablement par la Communauté Urbaine Creusot-Montceau conformément à l'objet de l'article 1<sup>er</sup> à l'exclusion de toutes autres opérations.

Les aides régionales apportées par la Région dans le cadre de cette convention ciblent les règlements d'intervention, appel à projet, dispositifs régionaux relevant de l'immobilier d'entreprises.

## **Article 5 : Engagements financiers**

Les fonds engagés par la Région sont complémentaires à ceux attribués par la Communauté Urbaine Creusot-Montceau.

## **Article 6 : Modalités de contrôle**

La Communauté Urbaine Creusot-Montceau effectuera un contrôle sur le respect de l'utilisation des régimes d'aides et des aides qu'il a mis en place ainsi que sur l'utilisation des régimes communautaires relatifs aux aides d'Etat dans le cadre de l'attribution des aides régionales. A cet effet, la Région devra transmettre à la Communauté Urbaine Creusot-Montceau tous documents et tous renseignements que celui-ci pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

## **Article 7 : Résiliation**

La convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités par la Communauté Urbaine Creusot-Montceau en cas de :

- Manquement total ou partiel de la Région à ses engagements,
- Inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par la Région à la Communauté Urbaine Creusot-Montceau,
- De non-présentation à la Communauté Urbaine Creusot-Montceau des documents mentionnés à l'article 6 ou dont il a demandé communication.

La convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités par la Région en cas de manquement total ou partiel de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau à ses engagements.

#### **Article 8 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2028.

#### **Article 9 : Règlement amiable**

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quel qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

#### **Article 10 : Juridiction compétente**

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, le tribunal administratif de Besançon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

#### **Article 11 : Dispositions diverses**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause l'objet de la convention tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à ....., le

Le Président du Conseil régional  
de Bourgogne-Franche-Comté,

Le Président de la Communauté Urbaine  
Creusot Montceau



